

Le Maroc doit enregistrer un taux de 7% par an d'ici 2050

Croissance : La recette de l'OCDE

Salima Guisser
sguisser@aujourd'hui.ma



«La convergence des niveaux des revenus du Maroc avec ceux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) demanderait au Royaume d'enregistrer une croissance de 7% par an d'ici 2050». C'est l'un des enjeux soulevés, lundi à Rabat, par Mario Pezzini, directeur du centre de développement de cette organisation, lors de la présentation du 2ème Examen multidimensionnel du Maroc initié en 2016 pour formuler des recommandations. Cet objectif de croissance est, cependant, «conventionnel» selon ses dires. Pour l'heure, la croissance est stable, voire modérée mais «insuffisante» pour la convergence avec les pays émergents. Le directeur prend également appui dans le taux d'investissement qui est élevé, soit 30% du PIB depuis 2005, mais «le rythme de la croissance n'est pas à la hauteur des investissements consentis». M. Pezzini ne manque pas, de plus, de présenter les opportunités contribuant à hisser cette croissance.

Une «aubaine démographique» à saisir pour résorber le chômage

Le directeur, également conseiller spécial auprès du secrétaire général de l'OCDE chargé du développement, qui s'exprime sur plein d'atouts du Maroc, à l'instar de la stabilité du pays, met l'accent sur l'aubaine démographique qui offre, selon ses dires, une

Les 3 C qui font le souci d'El Othmani



Le chef de gouvernement focalise sur 3 recommandations de l'Examen de l'OCDE. Saad Eddine El Othmani les qualifie de «3 C». Il s'agit de la compétitivité, du capital humain et de la convergence des politiques publiques. «Nous pouvons abonder dans le sens de l'adhésion à cette organisation si nous hissons les critères des politiques publiques», estime le chef de gouvernement. A ses yeux, ces recommandations sont censées, dans la prochaine étape, se transformer en programmes impactant la vie des citoyens au moment où le Maroc porte un intérêt particulier à son nouveau modèle de développement.

opportunité pour le développement du Maroc. Le pays étant entré dans la phase finale de sa transition démographique. «Il faut en profiter le plus vite possible», avance-t-il. Comme le précise l'intervenant, le taux de fécondité a connu une baisse importante pour se situer à 2,2 enfants en 2014 au moment où il se chiffrait à 7,2 en 1962. «Il en résulte une part de population en âge de travailler à son minimum historique et une population de 2,1 personnes de 15 à 65 ans. Ainsi, le poids des âgés et jeunes est limité», détaille-t-il. Le directeur évoque, par l'occasion, le système de protection sociale, qui est à définir à ses yeux. Aussi le problème d'inclusion et des inégalités persiste comme il le rappelle. «La principale réponse se trouve dans l'emploi», enchaîne M. Pezzini.

100.000 postes d'emploi à créer par an

Le directeur précise dans ce sens que la création d'emplois est de plus de 129.000 par an depuis 2000 alors que la population en âge de travailler est de 230.000 par an. Il manque près de 100.000 postes par an. De plus, 80% des emplois sont, selon ses dires, informels. Les ¾ des diplômés sont à la recherche d'emploi salarié et plus de 63% de salariés ne bénéficient pas de contrats de travail. Aussi, les années de scolarisation sont en

moyenne de 4,3 pour la population de plus de 25 ans. «Les secteurs productifs ne sont pas nécessairement ceux qui créent le plus d'emplois», poursuit-il. Ce sont, comme il le précise, 30% d'entreprises dans le secteur mécanique qui sont au niveau de productivité comparable aux entreprises compétitives dans le monde. Par l'occasion, l'intervenant s'exprime

Pour l'heure, la croissance est stable, voire modérée mais «insuffisante» pour la convergence avec les pays émergents.

autour des efforts du gouvernement au niveau des investissements notamment «mais ce n'est pas suffisant». Les investissements publics doivent, selon ses dires, s'accompagner d'une forte restructuration industrielle qui demande un capital humain plus formé et un système industriel moins dualiste.

Encourager l'innovation et consolider la logistique

Outre l'emploi, entre autres, le rapport de l'OCDE recommande de consolider l'innovation, notamment par le secteur privé. Déjà, les dépenses en recherche et développement sont faibles. Le système d'incitations à travers des crédits d'impôts-recherches n'étant pas assez élaboré selon l'Examen. Il en ressort également que 30% des entreprises précisent faire de l'innovation qui n'y est cependant pas assez structurée. «Il faut faire émerger le secteur de la logistique en renforçant l'observatoire marocain de la compétitivité logistique et en favorisant la formalisation du transport routier et la modernisation du parc automobile», enchaîne le rapport. Parallèlement, l'Examen de l'OCDE aborde la normalisation qui permet de gagner en qualité. Ce document met également l'accent sur l'amélioration du système de développement de compétences en augmentant les dépenses par élève. D'ailleurs, 45% des élèves doublent ou abandonnent. Dans le milieu universitaire, le nombre d'étudiants a, entre 2010 et 2016, augmenté de 80% pour se situer à 750.000 dans les établissements. De plus, le taux de chômage des diplômés universitaires est de 25%. «Les filières régulières reviennent plus cher pour l'Etat», estime le rapport qui appelle également à la convergence des politiques publiques.